

DELIBERATION N° 2018-03

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 12 JANVIER 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°160-2017 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 12 juillet 2017,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'avis de la Commission Formation et Vie Universitaire du 21 décembre 2017,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Stéphane AZOULAY, Vice-Président Formation,

VALIDE, dans le cadre du projet de loi relatif à l'orientation et la réussite des étudiants, les capacités d'accueil en Double licence par champ et par mention, selon le tableau ci-après :

DOUBLE LICENCE		
CHAMP	MENTION	CAPACITE L1
BSS	Sciences de la Vie / Sciences de la Terre	35
BSS	Sciences de la Vie / Chimie	35
LLAC	Histoire / Lettres	20
LLAC/DSPEG	Philosophie/Droit	20
LLAC	Philosophie/Psychologie	45
LLAC/DSPEG	Sociologie/Economie	80
LLAC	Arts du spectacle - Ethnologie	30
SITE	Mathématiques / Informatique	35
SITE	Mathématiques / Physique	35
SITE	Sciences de la Terre / Physique	35

370

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix et quatre abstentions Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration,

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : 23

Fait à Nice, le 16 janvier 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-03

TRANSMISE AU RECTEUR : 17 JAN, 2018

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.